

13^{ème} Sommet de la Francophonie à Montreux : Le Président du ROPPA prend part à la table ronde télévisée sur la crise alimentaire

Dans le cadre du 13^{ème} Sommet international de la Francophonie tenu à Montreux en Suisse le 22 octobre 2010, le Président du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), Monsieur Djibo BAGNA, a pris part à une table ronde télévisée, organisée par le Forum International Médias Nord Sud (FIMNS), TV5 Monde et la Télévision Suisse Romande (TSR) avec l'appui de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), sur le thème : *Face à la crise alimentaire : Etats, privés, organisations internationales : quels rôles et responsabilités ?*



Vue des participants à la table ronde télévisée sur la crise alimentaire

Cette table ronde a connu la participation de personnalités de haut niveau dont le Président du Burkina Faso, Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, Pascal LAMY, Directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), Madame Micheline CALMY-REY, Conseillère fédérale en charge des Affaires étrangères de la Suisse et le président du Conseil d'Administration de Nestlé.

Les échanges ont mis en relief la hausse spectaculaire des prix des denrées alimentaires entre 2007 et 2008, les risques et les menaces

pour les Etats de la Francophonie qui ont été vivement sollicités par leurs populations, les différentes mesures unilatérales qui ont été prises par les Etats dont certaines à caractère protectionniste freinent le commerce des céréales entre pays excédentaires et déficitaires.

Le Président du ROPPA, M. Djibo BAGNA a souligné que les crises alimentaires en Afrique de l'Ouest ont des fondements essentiellement d'ordre politique. Pour lui, « les politiques agricoles ne sont pas conçues selon des démarches et des outils propres à nos pays et donc peu adaptées à notre contexte du fait même qu'elles ne prennent pas suffisamment en compte les réalités de nos agricultures ».

Bâtir une politique agricole au Burkina Faso, au Niger ou au Sénégal où les paysans constituent 80 à

85% de la population active diffère de la manière dont on peut bâtir une politique agricole en Europe où les producteurs constituent 5% de la population active. Malheureusement, dans leur majorité, les politiques agricoles en Afrique sont bâties en tenant compte de l'expérience et des outils des autres continents du monde, notamment l'Europe ». Seules des approches participatives, inclusives basées sur nos propres expériences de terrain et utilisant nos propres outils permettront d'avoir des politiques agricoles pouvant assurer véritablement une croissance agricole durable et la réalisation de la souveraineté alimentaire. Le Président Djibo BAGNA a également évoqué l'expérience des politiques agricoles de l'UEMOA (PAU) et de la CEDEAO (ECOWAP) qui ont été élaborées selon des approches véritablement participatives. Ainsi, l'on observe un changement en ce qui concerne l'appropriation de ces politiques, la mobilisation et l'engagement des différents groupes d'acteurs régionaux dans leur processus de mise en œuvre.

Contrairement aux analyses pessimistes, le président du ROPPA a affirmé que l'Afrique regorge d'un potentiel important de ressources qui peut lui permettre de produire en quantité et en qualité, l'essentiel des aliments dont ses populations ont besoin. Cependant, cela suppose que des conditions minimales favorables soient créées par les décideurs politiques. Il faut exploiter rationnellement la complémentarité qu'offre la diversité de zones agroécologiques pour intensifier la production et favoriser des échanges régionaux des produits agroalimentaires, a-t-il suggéré.

Pour le Président Djibo BAGNA, la crise est venue mettre à nu les limites du marché. Il propose donc que les pays de la sous-région s'organisent pour mieux produire d'abord pour la demande locale de consommation. Pour ce faire, il faudra investir pour développer les marchés locaux et régionaux et parvenir à mettre en œuvre et renforcer les mesures et textes communautaires visant la libre circulation des produits au sein des entités économiques. Le Président du ROPPA a relevé que la promotion de l'agriculture familiale reste la seule voie probante pour résoudre de manière durable les crises alimentaires en Afrique de l'Ouest. Elle emploie la majorité des populations actives et peut toujours en absorber et contribuer ainsi à gérer l'épineux problème de l'emploi pour les Etats. Ensuite, l'agriculture familiale fournit actuellement l'essentiel de la production alimentaire pour nourrir les villages et les centres urbains et elle dispose toujours d'une grande marge de progression.

Le débat a été riche et des personnalités notamment le président du Faso, Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE ont marqué leur intérêt à poursuivre les échanges sur les questions abordées avec le ROPPA. Ce genre d'espace offre des opportunités importantes pour les actions de plaidoyer du réseau.

2^{ème} réunion de suivi de la mise en œuvre du plan stratégique de développement ECOBIZ

Du 03 au 05 novembre 2010, s'est tenue à l'hôtel Palm Beach à Ouagadougou, la 2^{ème} réunion de suivi de la mise en œuvre du plan stratégique de développement ECOBIZ. ECOBIZ est un système informatisé de gestion d'informations et de base de données développé par la CEDEAO pour promouvoir le commerce dans la sous région. Il permet de centraliser dans une base de données des informations sur les entreprises exerçant dans l'espace CEDEAO y compris les unions, les associations et coopératives paysannes pratiquant des ventes groupées



Vue partielle des participants à la rencontre ECOBIZ

de produits agricoles et des achats groupés d'intrants et de matériels agricoles. ECOBIZ permet ainsi aux citoyens et aux différents consommateurs d'accéder aux offres et demandes des entreprises de l'espace CEDEAO qui y sont enregistrés. La cérémonie d'ouverture de la rencontre a été placée sous la présidence du Directeur Général de l'Office National du Commerce Extérieur (ONAC) du Burkina Faso. La réunion a regroupé les différents correspondants nationaux ECOBIZ et des représentants des réseaux régionaux affiliés à ECOBIZ (ROPFA, ORO/AOC, IPAWAS, FEWACCI, RESIMAO, ECOWAS TEN et NEPAD BUSINESS GROUP). Tous ont mis cette rencontre à profit pour faire d'une part, un bilan des activités et d'autre part, pour prendre connaissance de la nouvelle version du site web ECOBIZ.

Les activités menées par le Centre Informatique Communautaire depuis la dernière réunion de bilan ont porté principalement sur l'amélioration de l'interface du site web ECOBIZ, l'appui apporté à certains correspondants nationaux pour mener des activités de sensibilisation, la mise en œuvre du plan de communication ECOBIZ et enfin, des actions de pérennisation du système en cours par le développement de partenariats avec des organisations régionales comme le ROPFA. Il est prévu la signature d'une convention d'exploitation du logiciel ECOBIZ au cours du premier trimestre 2011.

Au niveau des pays, les activités conduites par les administrateurs ont porté entre autres sur la sensibilisation durant les manifestations commerciales, l'aménagement de l'espace ECOBIZ, la réalisation de films documentaires, l'élargissement du réseau national par la création de points focaux secondaires.

Au terme des travaux, des recommandations fortes ont été formulées pour une meilleure promotion de la plateforme ECOBIZ. A l'endroit de la commission de la CEDEAO, les participants ont souhaité la mise en ligne du formulaire d'inscription ECOBIZ et l'instauration d'un prix annuel du meilleur correspondant. Mandat a aussi été donné aux correspondants nationaux de développer des actions de sensibilisation auprès des décideurs politiques, de faciliter la mise en réseau des hommes d'affaires et d'instaurer un système d'évaluation périodique de l'impact de la plateforme ECOBIZ dans la promotion des affaires.

ECOBIZ reste comme tous les autres outils d'information de marchés existant dans la sous région, un outil potentiellement pertinent pour accompagner la transformation des exploitations familiales en favorisant leur accès aux informations agricoles et de marchés. Cependant, le défi à relever pour parvenir à cet objectif, est d'assurer une véritable appropriation de ECOBIZ par les organisations paysannes. Le ROPFA qui engage les plateformes nationales dans l'exploitation de ECOBIZ doit y veiller et définir des actions et stratégies à cet effet.

Pour le ROPFA, des efforts doivent être faits pour créer des synergies entre les différents outils informatiques d'information de marchés développés actuellement dans la sous-région. Ces synergies souhaitées doivent se faire dans le cadre des politiques et outils (ECOBIZ) mis en œuvre en la matière par la CEDEAO.

Un briefing sur le changement climatique, les acquisitions foncières et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest organisé par le CTA et le ROPFA

Le Centre Technique de Coopération Agricole et Rural (CTA) en partenariat avec le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPFA) a organisé un briefing sur le développement rural en Afrique de l'Ouest sur le thème : « Changement climatique, acquisitions foncières et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest : nouveaux enjeux, nouvelles opportunités ».

Ce briefing s'est tenu du 02 au 04 novembre 2010 à Azalaï hôtel, à Ouagadougou, au Burkina Faso dans le cadre de la 26^{ème} édition du Forum International Médias Nord-Sud qui se tenait au même moment

sur le thème « la faim du monde ». Cette option a été décidée par le CTA, le ROPPA et les responsables du Forum International des Médias en vue de réunir au même endroit les participants à ces deux rencontres qui abordent pratiquement les mêmes thématiques et qui concernent les mêmes acteurs. Ceci pour faciliter une mobilité des participants aux différentes sessions des deux événements.



Le présidium lors de la réunion de briefing

Directeur du Forum International Média Nord-Sud, Madame Isolina BOTO, représentante du CTA et Monsieur Dijbo BAGNA, Président du ROPPA.

A travers une série de communications ce briefing a permis d'examiner les liens entre le changement climatique, la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire dans les zones rurales ; la gouvernance et le financement en faveur des fonds climatiques ; l'acquisition de terres à grande échelle et leur contribution et risques sur le développement et la promotion des investissements agricoles internationaux responsables.

L'objectif du briefing consistait à ouvrir le débat sur ces questions cruciales de développement à un large public. Les échanges ont permis à plusieurs groupes acteurs de développement de l'Afrique de l'Ouest et d'autres régions d'Afrique, d'échanger leurs expertises et expériences sur ces questions et de se renforcer ainsi mutuellement en matière d'informations. De même, ce partage dans le cadre du briefing a permis de renforcer ou de susciter des intérêts de collaboration entre différents groupes d'acteurs.



Vue partielle des participants de la réunion de briefing

A l'occasion de ce briefing, il a été organisé des visites d'échanges auprès des Unions membres de la Confédération Paysanne du Faso (CPF). Des visites ont été également organisées au CILSS et au ROPPA pour découvrir ces institutions sous-régionales. Au ROPPA, les visiteurs ont été accueillis par le Président du Conseil d'Administration qui a fait une présentation sur l'historique du mouvement paysan en Afrique de l'Ouest, l'organisation et le fonctionnement du ROPPA, les fondements de son action, ses acquis et les difficultés qu'il rencontre. Cette présentation a été suivie de nombreuses questions et de discussions qui ont montré un intérêt pour l'action du ROPPA.

La décentralisation du briefing organisé par le CTA sur financement de l'Union Européenne s'est avérée productive en Afrique de l'Ouest. Nonobstant quelques difficultés organisationnelles, beaucoup d'acteurs y ont pris part et des expériences de terrain en rapport avec les thématiques ont été largement partagées. Pour l'année 2011, il va falloir s'y prendre tôt et travailler à responsabiliser d'avantage le ROPPA et ses plateformes nationales. Il est également important d'obtenir l'engagement et la participation de la délégation de la commission européenne du pays abritant la rencontre et des institutions africaines d'intégration économique.

Lancement de la Plateforme Panafricaine des Organisations Paysannes à Lilongwé

Du 25 au 27 Octobre 2010 s'est tenu à Lilongwe au Malawi, l'Assemblée Générale constitutive de la PAFFO Plateforme Panafricaine des Organisations Paysannes (PAFFO).

Elle a été organisée conjointement par les cinq réseaux d'organisations paysannes du continent africain que sont le Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), le Southern African Confederation of Agricultural Unions (SACAU), le East African Farmers Federation (EAFF), l'Union maghrébine des agriculteurs (UMAGRI) et la Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC).

Avec la création de la PAFFO, les réseaux des organisations paysannes d'Afrique disposent d'une structure de représentation régionale qui sera leur représentant auprès des institutions africaines et internationales. La PAFFO aura son siège à Nairobi, au Kenya.

La présidence est assurée par la PROPAC et l'UMAGRI occupe le poste de vice-président. Les responsables pour les postes de trésoriers et de chargé de la promotion féminine seront désignés lors de la prochaine rencontre de la PAFFO.



Vue partielle des participants à l'Assemblée Générale constitutive

Deuxième session du Conseil d'Administration du ROPPA

Le Conseil d'Administration du ROPPA a tenu sa 2^{ème} session le 04 novembre 2010 au siège du réseau à Ouagadougou. Cette session a été présidée par le Président du ROPPA, Monsieur Dijbo BAGNA. Au total, onze administrateurs sur les dix sept que compte le Conseil d'Administration ont pris part à cette session. Certains administrateurs ont justifié leurs absences auprès du Secrétariat Exécutif.

Les dossiers examinés portaient principalement sur le compte rendu du dernier Conseil d'Administration et le niveau d'application des décisions prises ; l'état d'avancement des activités du ROPPA et des différents projets ; la situation financière des projets et de l'audit des comptes et la préparation de la table ronde des partenaires du ROPPA.



Les administrateurs au cours des travaux du conseil du ROPPA

Deux allocutions ont été prononcées à la cérémonie d'ouverture. Celle du Président de la Confédération Paysanne du Faso, Monsieur DAO Bassiaka, pour son mot de bienvenue aux différents administrateurs et l'allocution du Président du Conseil d'Administration du ROPPA, monsieur Djibo BAGNA qui a situé le contexte et les enjeux de la rencontre. Il a insisté sur la nécessité de faire avancer la mise en œuvre des conclusions et recommandations de la 3^{ème} convention extraordinaire et la 5^{ème} convention ordinaire.

Le Président du conseil d'administration a également informé les membres du rappel à Dieu de madame Da SILVA, Présidente du Collège des femmes de la Guinée Bissau, membre du conseil d'administration, du Coordonnateur de NAFSL, et de la mère de monsieur Mamadou CISSOKHO, Président d'honneur du ROPPA. Des prières ont été formulées pour que leurs âmes reposent en paix.

A l'issue des travaux, plusieurs décisions ont été prises. Ainsi, le Conseil d'Administration a (i) confirmé la tenue de la table ronde prévue pour le 07 décembre 2010 à Accra, au Ghana et donné des instructions au Secrétariat Exécutif sa préparation; (ii) prolongé la date de dépôts des candidatures pour les recrutements du Secrétaire Exécutif et du Directeur Administratif et Financier jusqu'au 15 novembre 2010 ; (iii) décidé de formaliser et structurer une présentation sur les activités des plateformes nationales dans le cadre des sessions du Conseil d'Administration ; (iv) demandé au Secrétariat Exécutif de faire des propositions de mesures pour diligenter l'audit des comptes pour les exercices 2006, 2007, 2008 et 2009.

La deuxième session du Conseil d'Administration du ROPPA s'est achevée sur une note de satisfaction générale des administrateurs.

TABLE RONDE DES PARTENAIRES DU ROPPA

La table ronde du ROPPA et ses partenaires a eu lieu le 07 décembre 2010 dans les locaux du Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA) à Accra au Ghana.

Cette table ronde a connu des discussions franches et fructueuses entre le ROPPA et ses partenaires autour de la vie du réseau, les enjeux et défis actuels et futures des exploitations familiales, des organisations paysannes et du programme intérimaire 2011 du ROPPA.

A cette occasion, Monsieur Mamadou GOITA recruté comme Secrétaire Exécutif du ROPPA a été présenté aux partenaires.

Le prochain numéro ROPPAVEILLE reviendra sur cet événement.

La plateforme nationale du mois

La Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP-Mali)

MALI: Forum paysan de kolongotomo autour des accaparements de terres

L'APPEL DE KOLONGO

Nous, paysannes et paysans membres du Collectif des Organisations paysannes et de la Coalition du Forum des Organisations de la Société Civile, venus de toutes les régions administratives du Mali, regroupés au sein du Forum du Kolongotomo sur les accaparements de terres agricoles au Mali tenu le 20 novembre 2010, lançons l'appel suivant :

- **Répondant** à la demande des organisations paysannes et de leurs membres en zone Office du Niger,
- **Analysant** la situation de précarité des paysannes et paysans de la zone de l'Office du Niger et la difficulté d'accès aux informations sur la politique du Gouvernement en matière de cessions massives de terres agricoles aux investisseurs étrangers,
- **Considérant** les dispositions de la Loi d'Orientation Agricole concernant le foncier agricole,
- **Considérant** les violations flagrantes des Droits de l'Homme et du citoyen à travers les nombreuses et horribles atteintes à l'intégrité physique et morale des populations paysannes en zones aménagées de l'Office du Niger ;

- **Considérant** les occupations brusques et brutales de terres agricoles par les investisseurs étrangers et nationaux au détriment des Exploitations Familiales Agricoles qui ont des besoins importants d'accès aux terres agricoles mais aussi de sécurisation foncière,
- **Considérant** que la cession massive de terres agricoles aux investisseurs privés est un facteur d'aliénation de la souveraineté nationale et contribuera à la disparition quasi certaine de l'agriculture familiale,

Nous, participants des organisations paysannes et du forum de la société civile au forum de Kolongo :

- Exhortons le gouvernement à respecter les dispositions de la LOA par l'adoption concertée d'une politique foncière agricole (article 77) ;
- Rappelons au gouvernement que chaque malienne et chaque malien a droit à la propriété foncière conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, et que le Mali doit respecter ces droits ;
- Rappelons que la terre, l'eau, les forêts et toutes les ressources naturelles du Mali font partie du patrimoine national et sont inaliénables ;
- Encourageons le Gouvernement et l'Office du Niger, le gel des travaux d'aménagement en cours dans les sites litigieuses et la suspension des transactions et/ou des pourparlers en attendant la résolution des conflits ;
- Exhortons le Gouvernement à engager un dialogue politique avec la profession en organisant une table ronde nationale autour de la problématique du foncier agricole et sa politique d'investissement dans le secteur en vue d'informer l'opinion publique nationale sur ces orientations,
- Mettons en place un comité de suivi des Recommandations du Forum Paysan de Kolongotomo (FPK),
- Donnons mandat à ce comité de :
 1. Recenser et documenter les cas de spoliation des paysans et de violation des Droits de l'Homme et du Citoyen, en plus de ceux évoqués pendant le Forum ;
 2. Recourir aux compétences d'un juriste en vue de donner suite aux cas de violation de l'intégrité physique et morale des paysannes et paysans victimes de M. Modibo KEITA, de destruction des biens matériels et immatériels des producteurs ;
 3. Engager des concertations avec l'Office du Niger pour dédommager les victimes de Samandougou ;
 4. Diffuser largement les informations autour des accaparements de terres, à l'endroit de l'opinion nationale et internationale ;
 5. Faire recours en dernier ressort, après épuisement des solutions de dialogue politique, aux tribunaux et Commissions spécialisé(e)s des Droits de l'Homme et du Citoyen, pour la défense des intérêts matériels et moraux des producteurs agricoles : (juridictions maliennes, cours de la CEDEAO, Cour Internationale des Droits de l'Homme de Genève et autres).

Kolongotomo, le 20 novembre 2010, Le Forum

AGENDA

Du 21 au 23 décembre 2010 à Lomé (Togo) :

Rencontre d'échanges et de formation sur la coordination des activités, le suivi, la capitalisation, la diffusion des expériences et acquis dans le cadre du projet PAOPA